

En parlant, dans un [entretien](#) accordé à *The Economist*, de la « mort cérébrale » de l'Alliance atlantique, le président Macron pouvait être certain de provoquer le courroux de ses homologues européens. S'il a choisi de s'y lancer, c'est parce qu'il y voit une urgente nécessité. A un an des prochaines élections US et avec l'enlisement du Brexit, une fenêtre d'opportunité sans précédent est en train de se fermer. Cet alignement des planètes unique, qui dans la vision française aurait dû permettre d'entraîner enfin les partenaires de l'UE sur le chemin de l'autonomie stratégique, n'a pas vraiment porté ses fruits.

Pis, la plupart des gouvernements européens, confrontés sans ménagement à la réalité de leur dépendance par rapport aux États-Unis, semblent préférer les gestes d'allégeance discrets mais concrets vis-à-vis de l'Amérique. Aux yeux de Paris, c'est tout sauf logique. Mais comme l'avait [dit](#) l'ancien conseiller de Tony Blair, Robert Cooper, au sujet justement d'Europe et d'autonomie : « *le monde ne procède pas par logique, il procède par choix politiques* ». Le président français a donc décidé d'exposer vertement le choix qui attend les Européens d'après lui – quitte à paraître [« drastique »](#).

La menace que la France perçoit

Aux yeux de Paris, alors même que la possibilité d'un désengagement américain évoquée maintes fois par le président Trump aurait dû provoquer un élan « *autonomiste* », la plupart des partenaires européens optent plutôt pour une crispation atlantiste. L'alternative a déjà été exposée dans un remarquable échange au [European Center for Foreign Relations](#) en 2011, entre le britannique [Nick Witney](#) (ancien directeur de l'Agence européenne de défense) pour qui c'est soit une défense européenne autonome soit « *vivre dans un monde dirigé par d'autres* » et l'allemand [Jan Techau](#) (directeur des affaires européennes au Carnegie Endowment), qui voit en l'autonomie européenne un « *village Potemkine* » qu'il convient d'oublier au profit « *d'une intense sollicitude portée au lien transatlantique* ». Si la rhétorique européenne à l'ère Trump emprunte parfois des airs de la première vision, les actes, par contre, vont dans la seconde direction. Sur l'OTAN, notamment, pour apaiser le président Trump, les Européens se montrent prêts à laisser évoluer l'organisation dans un sens qui, pour eux, signifie davantage d'abandons et d'enfermement dans la dépendance.

Ce penchant fut mis en évidence dans un exercice de simulation de haut niveau, dont les conclusions ont été publiées fin septembre. Le dernier [Körber Policy Game](#), organisé conjointement par un think-tank allemand (le même où le Secrétaire général de l'OTAN faisait son discours quand l'entretien du président français est sorti dans la presse) et le prestigieux IISS (*International Institute for Strategic Studies*) britannique, a réuni des experts et des responsables de la France, de l'Allemagne, du Royaume-Uni, de la Pologne et des États-Unis. Répartis en équipes nationales, ils ont été confrontés à un scénario fictif dans lequel l'Amérique se retire de l'OTAN, et son départ est suivi de multiples crises qui éclatent dans l'Est et le Sud de l'Europe. Les résultats sont éclairants. Il en est ressorti, entre autres, qu'au lieu de relever le défi de leur propre sécurité, « *la plupart des équipes* » cherchait plutôt, dans un premier temps, à convaincre les USA de retourner dans l'OTAN – au prix de lui accorder « *des concessions qui étaient inimaginables auparavant* ». Ce qui laisse peu de partenaires pour la vision « *autonomiste* » portée par la France.

L'urgence que Paris sent

Le choix du moment n'est pas anodin. L'entretien avec *The Economist* eut lieu trois jours après la conférence de presse lors de laquelle Macron [s'est dit](#) indigné de la manière dont il avait appris, par tweet, le retrait des troupes US de Syrie, suivi de l'incursion turque dans le pays : « *ça interroge aussi sur le fonctionnement de l'OTAN. Pardon de le dire, mais il ne faut pas faire semblant* ». En réalité, pour spectaculaire que soit l'épisode syrien, il n'est que le dernier d'une série qui cumule des sanctions extraterritoriales, des abandons de traité de contrôle des armements, des pressions commerciales et d'autres décisions unilatérales perçues comme humiliantes pour les autres membres de l'Alliance – sauf que ce dernier incident survient à peine un mois avant la prochaine réunion des dirigeants de l'OTAN. Pour Paris, il est à craindre que pour amadouer le président Trump, les Européens cèdent trop sur des sujets tels la désignation de la [Chine comme nouvel ennemi commun](#), l'inclusion de [l'espace parmi les théâtres d'opérations](#) de l'OTAN ou encore [l'accès des États-Unis aux programmes d'armement](#) UE financés sur l'argent des contribuables européens.

En effet, la France continue à plaider pour un « recentrage » de l'OTAN, par opposition à son empiètement grandissant sur les plates-bandes de l'UE. Les efforts américains, depuis la fin de la guerre froide se sont portés à « [globaliser](#) » l'Alliance, afin que le plus grand nombre de domaines soient traités dans le cadre de l'OTAN où, comme l'a [dit](#) Joachim Bitterlich, ancien conseiller du Chancelier Kohl : « *les Américains se trouvent dans une situation commode car ils ont le dernier mot et que tout dépend d'eux* ». Justement, Paris s'inquiète que sur un nombre croissant de dossiers (au-delà de la Chine, de l'espace et de l'armement, il s'agit aussi du cyber, de l'énergie, du renseignement), les alliés européens – pris de panique devant les menaces récurrentes du président Trump de « *modérer son engagement* » – consentent à des transferts de compétences nationales et/ou européennes vers l'OTAN. Et se laissent ainsi verrouiller encore davantage dans une situation de dépendance.

La cible que Macron choisit

Ce n'est pas un hasard si au centre des interrogations de Macron sur l'Alliance on trouve l'article 5 – celui qui incarne la défense collective, autrement dit le fait qu'une attaque contre un allié soit considérée comme une attaque contre tous les États membres. Traditionnellement, c'est pour ne pas mettre en péril cette garantie de protection US que les alliés européens font des concessions, et témoignent, comme le [note](#) Jeremy Shapiro, ancien planificateur et conseiller au Département d'Etat américain, « *d'une complaisance malsaine et d'une déférence excessive* » vis-à-vis des États-Unis. Le paradoxe, sous le président Trump, c'est qu'il met en lumière crûment et publiquement cette logique transactionnelle de l'Alliance, tout en [jetant le doute](#), [encore](#) et [encore](#), sur son fondement. Pour la France, c'est une aubaine. Comme l'avait [exprimé](#) la ministre des affaires européennes Nathalie Loiseau dès 2017 : « *Alors que les propos du président américain ont pu susciter un certain trouble quant à son attachement à l'Alliance atlantique l'intérêt d'une autonomie stratégique de l'Union européenne est apparu beaucoup plus nettement qu'auparavant à beaucoup de nos partenaires européens. Nous en étions convaincus ; d'autres le sont bien davantage aujourd'hui qu'ils ne l'étaient hier* ».

Sauf que les actes ne suivent pas. Emmanuel Macron a donc décidé d'[insister](#) sur le fait

que « *le garant en dernier ressort, n'a plus la même relation avec l'Europe. C'est pourquoi notre défense, notre sécurité, les éléments de notre souveraineté, doivent être pensés en propre* ». Et le président de poursuivre : l'OTAN « *ne marche que si le garant en dernier ressort fonctionne comme tel. Je dirais qu'il faut réévaluer la réalité de ce qu'est l'OTAN à l'aune de l'engagement des Etats-Unis d'Amérique* ». A la question de savoir « *si l'article 5 fonctionne* » ou pas, il répond « *Je ne sais pas, mais c'est quoi l'Article 5 demain ?* ». En prenant bien soin de préciser que « *il ne s'agit pas que de l'administration Trump. Il faut regarder ce qu'il se passe très profondément du côté américain* ». En réalité, ce qu'il dit n'est pas nouveau, ni exceptionnel. La [Commission Trident](#) britannique, par exemple, est arrivé pratiquement aux mêmes conclusions en 2014. Composée, entre autres, d'anciens ministres de la Défense, des Affaires étrangères, et d'un ex-chef d'état-major des armées, elle fut mandatée pour examiner le bien-fondé du renouvellement de l'arsenal nucléaire du Royaume-Uni. Ils en sont arrivés à l'épineuse question « *peut-on compter sur les États-Unis d'avoir la capacité et la volonté d'assurer [la protection] indéfiniment, au moins d'ici le milieu du XXI^e siècle ?* » et y ont répondu qu'« *en fin de compte, il est impossible d'y répondre* ». La différence avec Macron, c'est que les Britanniques ont été surtout soucieux de « *ne pas envoyer le mauvais message quant à la crédibilité* » de la protection américaine, tandis que le président français souhaite, au contraire, alerter et provoquer un sursaut parmi ses partenaires européens.

La vision française revigorée

En dépit des réactions indignées d'[experts](#) et de [responsables](#), les propos du président français étaient tout sauf « *bizarres* ». Bien au contraire, ils s'inscrivent dans la droite ligne de la tradition gaullo-mitterrandienne que Macron a décidé d'exposer déjà, devant les ambassadeurs, dans son dernier [discours annuel](#). La clef-de-voûte de cette vision a toujours été la notion de souveraineté – un terme que Macron prononce vingt fois dans *The Economist*. Ce retour aux fondements appelle trois remarques. Premièrement : l'impératif d'autonomie n'a jamais été dirigé contre les Etats-Unis. Dans la réflexion française, soit on garde sa souveraineté par rapport à tout pays tiers, soit on ne le fait pas. Si les Européens décident de s'en passer dans un cas, notamment vis-à-vis de l'Amérique, les matrices de sujétion que cela implique (la [perte de capacités matérielles](#) propres aussi bien que la déresponsabilisation psychologique) les mettront à la merci de toute autre puissance à l'avenir. Autrement dit, à défaut d'assumer sa pleine autonomie, l'Europe deviendra, demain, une proie facile pour n'importe qui. Comme l'explique Macron : « *l'Europe, si elle ne se pense pas comme puissance, disparaîtra* ».

Deuxièmement : dans la vision française, la souveraineté, en plus d'être un impératif stratégique, est aussi une condition sine qua non de la démocratie. Sans indépendance par rapport à des pressions externes, il n'y a guère de sens au vote des citoyens. Macron a clairement [mis en avant](#) ce lien intrinsèque à la veille des dernières élections européennes : « *Si nous acceptons que d'autres grandes puissances y compris alliées, y compris amies se mettent en situation de décider pour nous, notre diplomatie, notre sécurité, alors nous ne sommes plus souverains et nous ne pouvons plus crédiblement regarder nos opinions publiques, nos peuples en leur disant : nous allons décider pour vous, venez voter et venez choisir.* » C'est cette même idée qu'il a poursuivi devant les ambassadeurs, en leur rappelant : « *c'est une aporie démocratique qui consiste à ce que le peuple puisse*

souverainement choisir des dirigeants qui n'auraient plus la main sur rien. Et donc, la responsabilité des dirigeants d'aujourd'hui, c'est de se donner aussi les conditions d'avoir la main sur leur destin ».

Enfin : au-delà de ce retour à l'essence même du gaullisme, l'entretien de Macron à *The Economist* marque aussi une volonté de renouer avec une attitude, avec une manière spécifiquement française de faire la diplomatie. En effet, depuis son refus tonitruant de la guerre en Irak, la France se comportait comme effrayée par sa propre audace : elle avait en partie abandonné sa posture de « cavalier seul », au profit de la recherche du compromis et du soi-disant pragmatisme. Sans grand succès. La force de la diplomatie française a toujours été sa capacité à assumer une position claire, à faire valoir des principes évidents, et à les traduire en termes pratiques avec une implacable logique – au point que ses interlocuteurs se retrouvaient démasqués, face à leurs propres incohérences. C'est exactement ce que tente de faire Macron maintenant au sujet de l'OTAN. Face aux humiliations flagrantes de la part de l'administration Trump, les dirigeants européens, au premier chef la chancelière allemande, ont déjà dû déplorer publiquement leur situation de dépendance. Le président français les appelle donc, tout simplement, à en « tirer les conséquences ».

Le texte est la version française de l'article original : Hajnalka Vincze, [Beyond Macron's Subversive NATO Comments: France's Growing Unease with the Alliance](#), Foreign Policy Research Institute (FPRI), 26 novembre 2019.